

Turquie, un an après Gezi :  
L'impunité règne et les libertés sont piétinées.  
*Solidarité avec les victimes et les inculpés de Gezi.*



© NarPhotos/ Jeune manifestante fuyant les tirs de gaz lacrymogène, Taksim, Istanbul, juin 2013

## CONFERENCE- DEBAT

LE MARDI 27 MAI 2014

A 19h

A la Mairie du 10<sup>e</sup>

Salle des Fêtes – 2<sup>ème</sup> étage

72, rue du Faubourg Saint-Martin -75010 Paris  
Métro : "Château d'Eau" ou "Jacques Bonsergent"

Depuis juin 2013, un vaste mouvement citoyen pacifique s'est déclenché, d'abord pour défendre l'intégrité du parc Gezi, puis pour protester contre les violences policières et l'impunité, et dénoncer les atteintes répétées aux libertés. Ce mouvement, protéiforme et créatif, a profondément remodelé le visage et les exigences de la société toute entière.

Depuis le 27 mai 2013, date du déclenchement de la répression du mouvement de Gezi, l'IHD (Association des Droits de l'Homme de Turquie) a recensé 774 manifestations dans quelques 35 villes, qui ont été réprimées par la police d'une façon si violente et démesurée qu'en un an, elle a estimé le bilan à 9 morts, 9 564 blessés, 6 977 personnes arrêtées, dont 3 276 poursuivies en justice, pour la grande majorité sur des prétextes fallacieux.

Depuis un an, des milliers de victimes des brutalités policières attendent toujours justice, tandis que de nombreux manifestants pacifiques font l'objet de poursuites pénales arbitraires. Alors que la population turque assiste à une régression brutale des libertés, elle découvre qu'en Turquie, plus que jamais, la justice est utilisée à des fins politiques.

### **Nous exhortons le gouvernement turc :**

- à ne plus utiliser le système judiciaire pour faire taire ses opposants, et à lever toutes poursuites à l'encontre des membres de la société civile,
- à abroger ou amender les articles de loi non conformes aux engagements internationaux de la Turquie en matière de droits humains,
- à rendre justice aux milliers de manifestants blessés ou tués, et à leur famille, en diligentant des enquêtes exhaustives et impartiales à l'encontre des responsables des violations commises par des agents de l'Etat, y compris les donneurs d'ordre.

Avec la présence de

**Can Atalay**, avocat de la Plateforme Solidarité Taksim (sous réserve)

**Milena Buyum**, Campaigner pour la Turquie à Amnesty International, Secrétariat Général Londres.

### **Conférence organisée par :**

Amnesty International France (AIF), Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT), Assemblée européenne des citoyens (AEC-HCA France), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Collectif de Taksim de Paris. Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Initiatives pour un autre monde (Réseau IPAM), Ligue des droits de l'homme (LDH).

### **Avec le soutien :**

Pour signer l'appel : [acort@acort.org](mailto:acort@acort.org)